

COMMERCE AGRICOLE ACP

Pays émergents, nouvel eldorado ?

Les pays "émergents" s'affirment comme nouveaux acteurs dans les échanges commerciaux agricoles des pays ACP. L'UE, partenaire traditionnel, n'a plus l'exclusivité. Tendence passagère ou mouvement irréversible ?

Avec un marché de 900 millions de personnes en 2010, qui devrait atteindre 2 milliards en 2050, l'Afrique est très convoitée par les "pays émergents", ces pays en développement qui ne font pas partie des pays les moins avancés et que l'on désigne souvent par l'acronyme BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) et ses variantes : BRICS avec l'Afrique du Sud ou BRIICS avec l'Indonésie. Caractérisés par leur intégration rapide à l'économie mondiale sur les plans commercial et financier, les pays émergents ont en commun explosion démographique, forte croissance économique et émergence de classes moyennes. Les BRICS représentent plus de 40 % de la population mondiale et 18 % du PIB planétaire.

En outre, Inde et Brésil veulent devenir membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et les 54 États africains sont des alliés importants lors des votes ou négociations au sein des organisations internationales.

Du côté des ACP, la priorité est partout au renforcement des processus d'intégration régionale avec la volonté des différents États de disposer d'ensembles économiques plus importants et favorisant des dynamiques d'investissement et de croissance. Les négociations actuelles autour de la création d'un accord tripartite entre la CAE, le COMESA et la SADC en témoignent (voir l'interview avec Sindiso Ngwenya, Secrétaire général du COMESA, page 12). Ce nouveau contexte permet de repenser les relations Nord-Sud forgées après les Indépendances et offre aux pays émergents des opportunités nouvelles.

Chine, Inde et Brésil sont des puissances agricoles qui pèsent à l'OMC. Leurs politiques agricoles ou leurs importations et exportations ont de fortes répercussions sur le commerce mondial. En particulier sur la sécurité alimentaire en Afrique, comme l'a montré la crise de 2007-2008. Tous ces pays témoignent d'un intérêt grandissant pour les ressources naturelles minières et pétrolières et pour les terres arables africaines. La croissance d'un certain nombre de pays d'Afrique est quant à elle persistante, et semble bien résister à la crise économique mondiale si l'on en croit les indicateurs macro-économiques. Les échanges entre l'Afrique et les BRICS ont été multipliés par 20 entre 1990 et 2008, atteignant alors 166 milliards \$ US (127,34 milliards €), selon une étude de la Standard Bank.

Matières premières convoitées

Si les partenaires sont "nouveaux", les échanges ont un air de déjà vu : les pays d'Afrique exportent des matières premières, les émergents des produits transformés... Pour les Caraïbes, la situation est plus nuancée, avec des pays qui développent l'exportation de produits à plus forte valeur ajoutée. Le gouvernement jamaïcain, quant à lui, donne un rôle plus important aux entreprises privées dans la recherche et le développement de nouveaux marchés, en Chine notamment.

Les principaux échanges de l'Afrique se font avec la Chine, l'Inde et le Brésil, qui considèrent l'agriculture comme un secteur prioritaire. Pour la Chine, les enjeux sont autant économiques que diplomatiques, et le pragmatisme domine. Aujourd'hui, un dixième des exportations africaines prend la direction de la Chine, qui a ➤

Forum de coopération des BRICS, Sanya, province de Hainan, Chine, 2011



► élargi de 190 à 4 000 les produits africains exonérés de droits de douane. Ses besoins en matières premières (notamment agricoles : coton, bois, cacao) sont considérables. Du côté des exportations chinoises agricoles vers le continent africain, le riz et le thé continuent à dominer, l'Afrique de l'Ouest représentant en 2008 près de 40 % des exportations chinoises. Le Brésil a bénéficié de l'activisme de son président Lula, qui, en deux mandats, a visité 20 pays africains. Il s'intéresse particulièrement au secteur cotonnier avec la signature d'un accord avec les "Cotton 4" (4 C : Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad), mettant l'expertise du secteur cotonnier brésilien au service des producteurs ouest-africains, avec un budget de 700 000 \$ US (535 299 €). Le secteur rizicole mérite aussi l'attention : alors qu'il était à peine autosuffisant jusqu'à il y a deux-trois ans, le Brésil est devenu exportateur vers l'Afrique australe et orientale (Sénégal, Nigeria, Bénin, Afrique du Sud) et les Caraïbes (Haïti, Cuba, Trinité-et-Tobago), concurrençant les pays asiatiques, mais aussi les États-Unis, sur ce marché du riz...

Des partenariats complémentaires

L'UE va-t-elle pâtir de ces nouvelles relations commerciales ? Confrontée à une grave crise de la dette, elle doit aussi faire face à un tassement des marchés. Le développement des relations des Caraïbes avec les émergents provoque une profonde mutation de leurs relations commerciales avec l'UE, selon un document publié par le Centre européen de gestion des politiques de développement, ECDPM. Si l'UE restera un partenaire stable et stratégique, la négociation actuelle d'une Stratégie conjointe Caraïbes-UE est « partiellement mue par la reconnaissance par l'UE que sa position et son influence dans la région sont menacées ». Les États-Unis partagent les mêmes craintes, en particulier sur l'ancrage croissant et stratégique des intérêts chinois.

Cependant, l'UE concentre encore plus de 40 % des échanges avec le continent africain (256 milliards \$ US [200,7 milliards €]), trois fois plus que la Chine. Leur importance ne diminue qu'en termes relatifs du fait de la croissance très rapide des échanges avec les émergents.

En réalité, nouveaux et anciens partenaires sont complémentaires, les BRICS étant plus actifs dans l'industrie et l'agriculture. Le matériel agricole chinois et indien (motoculteurs, etc.), vendu à prix abordables, a permis à nombre de petits producteurs qui en étaient jusque-là privés d'y accéder.

Nouveaux risques et nouvelles opportunités

Nouveaux flux commerciaux, nouveaux investissements, l'arrivée des pays émergents dans les

pays ACP est clairement le signe d'une nouvelle donne. Ces nouveaux partenaires sont de potentielles sources de transferts de technologie. Il n'est pas exclu que des unités productives soient délocalisées en Afrique. Les émergents investissent également dans la recherche, comme la Chine qui, depuis peu, a ouvert une station de recherche agricole au Bénin pour conduire des essais sur des spéculations à forte potentialité (comme le palmier à huile, pour lequel le Bénin attend un investissement de plus de 9 milliards de dollars [7,05 milliards d'euros]).

Mais la plupart des investissements des pays émergents semblent se faire sans grandes considérations environnementales et de développement durable. La production accrue du palmier à huile, qui contribue à la déforestation, est ainsi très controversée.

Par ailleurs, ces nouvelles relations ne doivent pas s'établir au détriment de processus d'intégration régionale déjà complexes. Or les partenariats ne tiennent pas toujours compte des communautés économiques régionales. Il existe aussi un risque, pour les ACP, de se cantonner dans un rôle d'exportateurs de matières premières agricoles. Un éventuel contrecoup d'un possible ralentissement de la croissance chinoise, indienne et brésilienne enfin n'est pas à négliger.

Il demeure que l'apparition des pays émergents sur les marchés agricoles des pays ACP, en jouant la complémentarité dans un monde en crise, est une fenêtre d'opportunité à ne pas négliger. ■



Pour aller plus loin

GIA
 L'impact de l'agriculture africaine sur le développement rural ACP
<http://www.gia-af.com/annuaire>

Agritrade
 L'investissement agricole

ECDPM
 World Development Indicators

CAFSP
 Le partenariat agricole pour l'Afrique et la région Caraïbes
<http://www.cafsp.int/en/accueil>

International Poverty Reduction Center in China (IPRC)
 China's Role in Africa's Development and the Role of Investment
<http://www.wpi.china-icp.org/>

OCDE/PNUD/UNECA
 Perspectives économiques d'Afrique
<http://www.oecd.org/dataoecd/1/1/44612022.pdf>

Revue internationale de politique de développement
 Commerce et services de la coopération en Afrique
<http://www.riddp.org/>